CHAMBRE DISCIPLINAIRE
DE PREMIERE INSTANCE DE
L'ORDRE DES MASSEURS-KINESITHERAPEUTES

D3/2010

.....

M L... c/ M. M....,

Conseil départemental de l'Ordre des masseurs- kinésithérapeutes du C....

.....

Audience du 13 avril 2011

Décision rendue publique

par affichage le 6 mai 2011

La Chambre ;

Vu la plainte déposée le 18 juin 2010 par M Jean-Marie L.... demeurant XXXX et transmise pour être enregistrée au greffe de la Chambre disciplinaire de première instance de l'Ordre des Masseurs-kinésithérapeutes du C..., le 19 octobre 2010 sous le n° D.3/2010 par le Président du Conseil départemental de l'Ordre des masseurs-kinésithérapeutes du C... qui ne s'y associait pas ; M L.... demande à la Chambre disciplinaire de première instance de l'Ordre des masseurs-kinésithérapeutes du C..., de prononcer une sanction à l'encontre de M. Stéphane M..., masseur-kinésithérapeute, exerçant XXXX pour soins non conformes aux exigences de qualité et de sécurité ;

Il soutient :

-que le 15 septembre 2009, M. M..., masseur-kinésithérapeute, a procédé à une manipulation dont il subit encore les conséquences douloureuses neuf mois après (chute le lendemain dans son jardin ; douleurs au dos, à la jambe droite, au genou droit et petite bosse à la cuisse droite ; traitements par Ixprim, Lamaline, Voltaren, Ibuprofène) ; que cette manipulation s'est faite alors qu'il avait une partie du corps dans le vide ; que « quelques personnes » se plaignent de la brutalité de ce praticien et refusent de le consulter (pièces 1, 5) ;

-que M. M... ne lui a jamais prodigué les massages qui lui étaient pourtant prescrits par ordonnances ; qu'il a donc dû se résoudre à consulter un autre masseur-kinésithérapeute, M. G... ; que M. M... ne supporte pas qu'il aille voir un confrère avec lequel il entretient de mauvais rapports ; que M. M... en tire une jalousie qui a motivé cette manipulation douloureuse (pièce 13) ;

Vu le procès verbal de non-conciliation dressé le 31 juillet 2010 (pièce 2) ;

Vu l'extrait de procès verbal de la réunion du Conseil départemental du 21 septembre 2010 (pièces 3, 4) ;

Vu le mémoire enregistré le 16 décembre 2010, produit par M. Stéphane M... ;

Il soutient :

-qu'il est très surpris de la plainte de M. L..., qu'il soigne depuis mai 2006 et qui a continué ses séances après la date du 15 septembre 2009 ; que la démarche de M. L... est motivée par un aspect financier évident (il a du faire face à trois demandes de M. L... pour qu'il fasse une déclaration auprès de son assurance professionnelle) ;

-que M. L... a expliqué lors de la conciliation que le 16 septembre 2009, il jardinait lorsqu'il entendit quelqu'un sonner à son portillon ; il s'est alors redressé vivement en se retournant et a ressenti cette douleur lombosacrée qui avait provoqué sa chute ; que ce mouvement peut en lui-même être le mécanisme lésionnel ;

-que M. L... n'apporte aucun certificat médical, ni autre élément de preuve à l'appui de sa demande ;

Vu le mémoire de M. L... enregistré le 7 janvier 2011 ;

Il soutient :

-que le docteur M... atteste que « après une manipulation du 15 septembre 2009, [il] s'est plaint d'une lombosciatalgie droite. Actuellement, la symptomatologie douloureuse persiste avec douleurs lombaires, irradiation à la fesse droite, paresthésie du gros orteil et des second et troisième orteils droits. La poursuite d'un traitement antalgique est nécessaire » ;

-que le docteur H..., neurologue, atteste qu'il « présente un canal lombaire étroit, avec sciatologie droite persistante invalidante et lombalgies chroniques » ;

Vu les observations enregistrées le 15 février 2011 produites par le Conseil départemental de l'Ordre des masseurs-kinésithérapeutes du C... ;

Il soutient :

-qu'il n' a pas eu connaissance d'un différent entre M. M... et M. G... ;

-que M. L... a insisté sur l'importance pour lui, d'obtenir dédommagement par l'assurance de M. M... ;

-que la description de l'incident dans son jardin faite par M. L... correspond à la déclaration faite par M. M... dans son mémoire ;

-que M. L... a eu une attitude agressive et outrancière le jour de la conciliation ;

Vu le mémoire, enregistré le 22 février 2011 produit par M. M... :

Il soutient :

-qu'il n'y a jamais eu de différends entre lui et M. G..., que celui-ci lorsqu'ils appartenaient au même cabinet, assurait les soins de M. L... pendant son absence, et que c'est tout naturellement que cela s'est poursuivi lorsqu'il a quitté le cabinet ;

-qu'il met en œuvre les techniques apprises et validées par l'obtention d'un DIU de posture clinique ;

Vu le mémoire enregistré le 18 mars 2011, reçu de M. L... :

Il soutient :

-que, durant la conciliation, il a ressenti de l'agressivité de la part de certains membres de la commission ;

-que la version de l'accident dans le jardin est fautive et qu'il est regrettable que les membres de la commission la valide ;

Vu le courrier, enregistré le 1 avril 2011, fait par M. L... ;

Il soutient :

-qu'il n'a jamais reçu de soins de M G... au cabinet qu'il partageait avec M. M... ; qu'en cas d'absence, les séances étaient reportées ; qu'il est redevenu le patient de M. G..., à la suite d'une rencontre fortuite à la pharmacie d'O... ; que M. G... atteste la véracité de ces faits ; que celui-ci atteste également qu'il travaille aujourd'hui avec une liste d'attente d'au moins un mois alors que son chiffre d'affaire baissait quand il travaillait au cabinet Jacques Cœur ;

-que dès que M. M... a appris qu'il consultait également M. G..., son attitude a changé, moins attentionnée ;

-qu'il est certain que la chute dans le jardin est la conséquence de la manipulation brutale de la veille ; que la manipulation s'est faite sur la jambe droite et que la chute a été provoquée par une absence de réaction de cette même jambe ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu le code de justice administrative ;

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience ;

Après avoir entendu à l'audience publique du 13 avril 2011 :

-M. D... en son rapport ;

-les observations de M. L... ;

-les observations de M M... ;

-M. M... ayant eu la parole en dernier ;

les membres de la Chambre ayant eu la faculté de poser des questions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Afin de répondre à la demande de M. L... tendant au prononcé d'une sanction disciplinaire à l'encontre de M. M..., la Chambre se pose une seule question : est-il exact que M. M... a effectué une mauvaise manipulation le 15 septembre 2009 ?

Pour y répondre, la Chambre applique le raisonnement ordinaire qui est pratiqué dans tous les Etats de droit. C'est à celui qu'invoque le fait d'établir la réalité du fait.

M. L... expose qu'un geste de M. M... a maladroitement été effectué alors qu'une partie de son corps était « dans le vide ».

La preuve d'une faute de M. M... de nature à justifier une sanction disciplinaire n'est pas apportée directement par un aveu du praticien. Elle n'est pas apportée directement par l'analyse d'enregistrements de la séance, comme l'a regretté M. L... à l'audience. Elle n'est pas indirectement apportée par la description par un tiers impartial d'un état clinique postérieur de M. L..., la Chambre ne sachant rien d'autre par ailleurs, en vue d'une comparaison, de l'état antérieur de M. L..., que ce qu'il en dit lui-même. La preuve enfin n'est pas rapportée par les accusations d'irresponsabilité, de couardise ou de jalousie que M. L... a distribuées à M. M..., à divers praticiens de santé en activité ou retraité et autres personnes dont il a souhaité en vain qu'elles témoignent en sa faveur, et que la Chambre ne peut contraindre à venir exposer ce que M. L... veut faire entendre.

Dans ces conditions, la faute du praticien n'étant pas établie, la Chambre, qui ne doit pas accéder à la demande de M. L...,

DECIDE :

Article 1^{er} : La demande de M L... est rejetée.

Article 2 - Notification de cette décision sera faite :

- à M L...,

-à M. M...,

-au CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ORDRE DES MASSEURS
KINESITHERAPEUTES DU C...,

-au directeur général de l'Agence régionale de Santé,

- au procureur de la République près le tribunal de Grande Instance de ...,
- au conseil national de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes,
- au ministre chargé de la santé

Délibéré à l'issue de l'audience du treize avril deux mille onze, où siégeaient :

Monsieur Franck COQUET, Vice-président du tribunal administratif d ..., Président ;

Madame Nathalie HOOMANS,
Monsieur Gilles DORSO,
Monsieur Christian THEURIN,
Monsieur Charles SCHPIRO, conseillers

Le greffe était assuré par Madame PIATECKI.

LA GREFFIERE,

LE PRESIDENT,